



Marché public de fournitures courantes et services

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC) PHASE CANDIDATURE

Pouvoir adjudicateur : Conseil constitutionnel

2, rue de Montpensier
75001 PARIS

Accord-cadre de prestations de refonte, maintenance et hébergement du site internet du Conseil constitutionnel

**Procédure avec négociation
en application des dispositions des articles L.2124-3 et R.2124-3 4°
du code de la commande publique**

**Date et heure limites de remise des plis :
Mercredi 4 mars 2026 à 12h00**

Fuseau horaire de référence (UTC/GMT+02:00) : Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC) PHASE CANDIDATURE

SOMMAIRE

Article 1. POUVOIR ADJUDICATEUR / ACHETEUR.....	3
Article 2. OBJET, MONTANT ET DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....	3
2.1. Objet de l'accord-cadre.....	3
2.2. Forme et montant de l'accord-cadre.....	3
2.3. Estimation des dépenses.....	4
2.4. Modalités de financement.....	4
2.5. Durée de l'accord-cadre - Délais d'exécution.....	4
Article 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	4
3.1. Procédure de passation.....	4
3.2. Phases de la consultation.....	5
3.4. Variantes.....	5
3.5. Prestations supplémentaires éventuelles.....	5
3.6. Candidatures aux lots.....	5
3.7. Sous-traitance et co-traitance.....	6
Article 4. DOSSIER DE CONSULTATION.....	7
4.1. Contenu du dossier de consultation.....	7
4.2. Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique.....	7
4.3. Modifications du dossier de consultation.....	7
4.4. Visite des lieux.....	8
Article 5. PRESENTATION DES CANDIDATURES.....	8
5.1. Documents à produire.....	8
5.2. Langue de rédaction des candidatures.....	11
5.3. Unité monétaire.....	11
5.4. Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	11
Article 6. JUGEMENT DES CANDIDATURES.....	12
Article 7. DEROULEMENT DES NEGOCIATIONS.....	15
7.1 Organisation des négociations.....	15
7.2 Organisation des discussions.....	15
Article 8. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	16
8.1 Renseignements administratifs et techniques.....	16
8.2 Médiation, voies et délais de recours.....	17

Article 1. POUVOIR ADJUDICATEUR / ACHETEUR

CONSEIL CONSTITUTIONNEL
2, rue de Montpensier
75001 PARIS
Tél : 01.40.15.30.00

Article 2. OBJET, MONTANT ET DUREE DE L'ACCORD-CADRE

2.1. Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre objet de la présente consultation concerne la refonte, la maintenance et l'hébergement du site internet du Conseil constitutionnel.

Les prestations sont réparties dans chacun des deux lots suivants :

Lot 1 – Conception, web design et approche UX/UI

Prestations de conception fonctionnelle, ergonomique et graphique avec benchmark de bonnes pratiques et garanties de résultat en réalisation

Lot 2 – Développement, intégration, mise en production, maintenance, hébergement, infogérance et SEO

Prestations de réalisation, intégration des contenus et données, bascules depuis les environnements existants, maintenance applicative, infogérance et SEO

Prestations d'hébergement incluant les exigences de sécurité, disponibilité et capacité

La nomenclature communautaire CPV correspondante est la suivante :

CPV principal
72000000-5 : Services de technologies de l'information, conseil, développement de logiciels, internet et appui
CPV additionnels
72212224-5 : Services de développement de logiciels d'édition de pages web
72130000-5 : Services de conseil en aménagement de site informatique

2.2. Forme et montant de l'accord-cadre

Le contrat est un accord-cadre composite de fournitures et services, en application des dispositions de l'article L.1111-4 du code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de l'article R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique, les prestations donnent lieu aux deux lots suivants :

Lot 1 – Conception, web design et approche UX/UI

Ce lot est un accord-cadre composite, avec une partie sous forme de marché ordinaire à prix forfaitaire et une partie sous forme d'accord-cadre à bons de commande portant sur :

Prestations de conception fonctionnelle, ergonomique et graphique avec benchmark de bonnes pratiques et garanties de résultat en réalisation

Lot 2 – Développement, intégration, mise en production, maintenance, hébergement, infogérance et SEO

Ce lot est un accord-cadre à bons de commande portant sur :

Prestations de réalisation, intégration des contenus et données, bascules depuis les environnements existants, maintenance applicative, infogérance et SEO

Prestations d'hébergement incluant les exigences de sécurité, disponibilité et capacité

Les prestations objet de chacun des lots sont susceptibles de varier de la manière suivante :

Lots	Montant maximum de la partie à prix unitaires sur la durée totale du lot
Lot 1 – Conception, web design et approche UX/UI	35 000,00€HT
Lot 2 – Développement, intégration, mise en production, maintenance, hébergement, infogérance et SEO	650 000,00€HT

2.3. Estimation des dépenses

Pour chacun des lots, le montant estimé des dépenses est le suivant :

Lot 1 – Conception, web design et approche UX/UI

La partie à prix forfaitaire de ce lot est estimée à 115 000,00€HT sur la durée totale du lot.

La partie à prix unitaires de ce lot est estimée à 15 000,00€HT sur la durée totale du lot.

Lot 2 – Développement, intégration, mise en production, maintenance, hébergement, infogérance et SEO

Ce lot est estimé à 520 000,00€HT sur sa durée totale.

Ces estimations sont prévisionnelles et non contractuelles. Elles pourront varier sans que le titulaire ne puisse prétendre à indemnité.

2.4. Modalités de financement

Les prestations objet de l'accord-cadre seront financées sur le budget du Conseil constitutionnel et seront réglées conformément aux dispositions de l'accord-cadre.

Le paiement s'effectuera par virement bancaire, dans un délai global de paiement de 30 jours.

2.5. Durée de l'accord-cadre - Délais d'exécution

La durée de validité de l'accord-cadre est la période à l'intérieur de laquelle les prestations sont exécutées et les bons de commande peuvent être émis.

La durée de l'accord-cadre varie selon les lots :

Lot 1 – Conception, web design et approche UX/UI

Le lot est d'une durée ferme de 2 (deux) ans, et son délai d'exécution démarre à partir de septembre 2026.

Lot 2 – Développement, intégration, mise en production, maintenance, hébergement, infogérance et SEO

Ce lot est d'une durée de 2 (deux) ans, reconductibles 1 (une) fois, soit 4 (quatre) ans au total, et son délai d'exécution démarre à partir de septembre 2026.

Le délai d'exécution des bons de commande est déterminé dans l'accord-cadre.

Article 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1. Procédure de passation

La présente consultation est passée sous la forme d'une procédure avec négociation, en application des dispositions des articles L.2124-3 et R.2124-3 4° du code de la commande publique, en raison de la technicité des développements attendus, de la rédaction de spécifications fonctionnelles et techniques détaillées, de la complexité des bascules depuis les sites existants, ainsi que d'une nécessité de continuité de service.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils peuvent ne pas être admis à participer à la totalité de la procédure.

3.2. Phases de la consultation

La présente procédure avec négociation se déroule en application des dispositions des articles R.2161-12 à R.2161-20 du code de la commande publique, et selon les deux phases décrites ci-après :

1. Une première phase d'appel à candidatures

Cette première phase donne lieu à la sélection des candidats admis à participer à la procédure avec négociation, après examen de leurs dossiers de candidature, conformément aux dispositions de l'article R.2142-17-2° du code de la commande publique. Leur nombre est le suivant pour chacun des lots :

Pour le lot 1 : le nombre minimum de candidats admis à présenter une offre est de 3 (trois), et le nombre maximum de candidats admis à présenter une offre est de 6 (six).

Pour le lot 2 : le nombre minimum de candidats admis à présenter une offre est de 3 (trois), et le nombre maximum de candidats admis à présenter une offre est de 4 (quatre).

Le présent règlement de la consultation se rapporte uniquement à cette phase de sélection des candidats.

Seront sélectionnés pour être admis à participer à la procédure avec négociation les candidats disposant des capacités techniques, professionnelles et financières appropriées au vu de l'objet de la présente consultation. Si, à l'examen des candidatures reçues, le nombre de candidats disposant de telles capacités est supérieur au nombre maximum des candidats admissibles à participer, les candidats retenus seront sélectionnés après classement, par application des critères de sélection.

2. Une seconde phase en vue de la remise des offres

Cette seconde phase se déroule avec les candidats retenus et permet le choix des titulaires des différents lots de l'accord-cadre.

Les candidats sélectionnés seront invités à participer à la procédure avec négociation. Les candidats auront un délai minimum de 30 jours pour déposer une proposition initiale, conformément à l'article R.2161-14 du code de la commande publique.

A l'issue de la remise des offres, et après analyse de ces dernières, les candidats ayant remis les 3 (trois) meilleures offres seront entendus, pour chacun des lots, dans des conditions de stricte égalité.

Ces candidats pourront être de nouveau entendus, lors d'une seconde réunion et dans les mêmes conditions.

Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois le droit de n'organiser qu'un seul échange avec les candidats.

Il se réserve également le droit d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales, sans négociation.

3.4. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

3.5. Prestations supplémentaires éventuelles

Il n'est pas prévu de prestations supplémentaires éventuelles.

3.6. Candidatures aux lots

L'accord-cadre composite est décomposé en deux lots définis comme suit :

Lot 1 – Conception, web design et approche UX/UI

Prestations de conception fonctionnelle, ergonomique et graphique avec benchmark de bonnes pratiques et garanties de résultat en réalisation

Lot 2 – Développement, intégration, mise en production, maintenance, hébergement, infogérance et SEO

Prestations de réalisation, intégration des contenus et données, bascules depuis les environnements existants, maintenance applicative, infogérance et SEO

Prestations d'hébergement incluant les exigences de sécurité, disponibilité et capacité

Les candidatures peuvent concerner un ou plusieurs lots.

3.7. Sous-traitance et co-traitance

Le Conseil constitutionnel autorise les opérateurs économiques à se présenter :

- Soit à titre individuel,
- Soit sous forme de groupement d'opérateurs économiques (co-traitance),
- Et/ou à recourir à la sous-traitance dans le respect des dispositions réglementaires applicables.

Le recours à la co-traitance ou à la sous-traitance doit permettre de garantir la complémentarité des compétences, la qualité des prestations attendues et la bonne exécution du marché.

Les titulaires des lots demeurent pleinement responsables de l'exécution des prestations relevant de leur périmètre contractuel, y compris lorsque celles-ci sont réalisées par des co-traitants ou des sous-traitants.

Les modalités de présentation des groupements, de déclaration des sous-traitants et de répartition des prestations sont précisées par les candidats.

En complément, la composition du groupement titulaire de l'accord-cadre peut faire l'objet d'une modification en cours d'exécution, sous réserve de l'accord préalable exprès du Conseil constitutionnel.

Ainsi, la substitution d'un membre du groupement est autorisée dans l'un des cas suivants :

- En cas de retrait justifié, défaillance avérée ou de cessation d'activité d'un des membres du groupement initial, à condition que cette substitution ne constitue pas une modification substantielle du marché au sens de l'article R.2194-1 du code de la commande publique ;
- En cas de modification de la répartition des missions entre les membres, pour autant que cette évolution ne bouleverse pas l'économie générale du marché ni ne remette en cause les capacités techniques et professionnelles globales du groupement telles qu'appréciées au moment de l'attribution.

Toute demande de modification de la composition du groupement doit être dûment motivée et accompagnée de tous justificatifs nécessaires.

Le Conseil se réserve le droit de refuser une telle substitution s'il considère qu'elle :

- Modifie substantiellement l'accord-cadre ;
- Affecte la bonne exécution des prestations ;
- Remet en cause l'analyse des capacités opérée lors de l'attribution de l'accord-cadre.

Le nouveau membre du groupement, s'il est accepté, doit s'engager à respecter l'ensemble des obligations contractuelles et est lié, le cas échéant, solidairement, avec les autres membres, sauf stipulation contraire.

Article 4. DOSSIER DE CONSULTATION

4.1. Contenu du dossier de consultation

Le déroulement de la procédure avec négociation donne lieu à communication de trois dossiers de consultation successifs :

1. Le Dossier de consultation initial

Le Dossier de consultation initial sera mis à disposition des candidats via le profil d'acheteur PLACE du Conseil constitutionnel.

Il comprend les documents suivants :

- Le présent Règlement de la consultation en phase candidature (RC) ;
- L'Attestation sur l'honneur ;
- Le Cadre de réponse en phase candidatures (CRC) propre à chacun des lots ;
- La Note de présentation du besoin et du projet.

2. Le Dossier de consultation intermédiaire

Il sera remis gratuitement via le profil d'acheteur PLACE du Conseil constitutionnel à chaque candidat sélectionné à l'issue de la première phase, avec une invitation à remettre une offre initiale.

Le Dossier de consultation intermédiaire comprendra les documents suivants :

- La Lettre d'invitation à remettre une offre initiale ;
- Le Dossier de consultation des entreprises en phase offres initiales.

3. Le Dossier de consultation final

Il sera remis gratuitement via le profil d'acheteur PLACE du Conseil constitutionnel à chaque candidat ayant remis une offre initiale et participé aux négociations, avec l'invitation à remettre une offre finale.

Le Dossier de consultation final comprendra les documents suivants :

- La Lettre d'invitation à remettre une offre finale ;
- Le Dossier de consultation des entreprises en phase offres finales.

4.2. Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

Conformément aux articles R.2132-1 à R.2132-7, et R.2132-13 du code de la commande publique, le Conseil constitutionnel met les documents de la consultation à disposition des opérateurs économiques sur son profil d'acheteur PLACE à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> au sein d'un espace dédié à la présente consultation.

Les soumissionnaires devront s'authentifier sur le site et indiquer une adresse de courriel électronique permettant une correspondance électronique, notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications en cours de consultation.

4.3. Modifications du dossier de consultation

- Modifications du DCE à l'initiative du pouvoir adjudicateur

Conformément aux dispositions de l'article R.2151-4 2° du code de la commande publique, si des modifications importantes sont apportées au DCE en cours de consultation, le Conseil constitutionnel prolongera le délai de réception des candidatures à proportion de l'importance des modifications apportées. Aucune modification importante du DCE ou des conditions de mise en concurrence ne peut avoir lieu sans que les candidats ne puissent disposer d'un minimum de 10 (dix) jours francs entre l'information faite aux candidats de la modification et la date limite de réception des candidatures.

Le Conseil constitutionnel se réserve par ailleurs le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 (six) jours avant la date limite de réception des candidatures. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des candidatures est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

- Demandes de renseignements par les candidats

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 (dix) jours avant la date limite de remise des candidatures, une demande écrite à l'adresse indiquée à l'article 8 du présent Règlement de la consultation.

- Réponses du pouvoir adjudicateur aux demandes de renseignements

Les réponses aux demandes de renseignements des candidats concernant les documents de la consultation seront envoyées aux opérateurs économiques au plus tard 6 (six) jours avant la date limite fixée pour la réception des candidatures.

Les échanges d'informations auront lieu exclusivement par voie dématérialisée (envoi via la plateforme des achats de l'Etat PLACE). Chaque candidat doit s'assurer que les messages envoyés par la PLACE, notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables. Toute correspondance des candidats doit être adressée au Conseil constitutionnel uniquement par voie dématérialisée, via la PLACE « marches-publics.gouv.fr ».

4.4. Visite des lieux

Il n'est pas prévu de visite des lieux.

Article 5. PRESENTATION DES CANDIDATURES

5.1. Documents à produire

Dans son dossier, le candidat doit clairement indiquer à quel(s) lots(s) il répond.

5.1.1. Justificatifs de la candidature

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (Lettre de candidature) et DC2 (Déclaration du candidat), disponibles à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Les pièces de la candidature demandées, telles que prévues aux articles L.2142-1, R.2142-3, R.2142-4, R.2143-3 et R.2143-4 du code de la commande publique, sont les suivantes :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui
Attestation prouvant que le candidat est à jour de ses obligations fiscales auprès du Trésor public (disponibles sur l'espace sécurisé impots.gouv.fr)	Non
Pièces prévues à l'article D.8222-5 du code du travail, à savoir une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale	Non

prévue à l'article L.243-15 ou une attestation de vigilance émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois	
Pièces prévues à l'article L.8254-2 du code du travail, à savoir la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié, sa date d'embauche nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.	Non
Attestation de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-2 à L.5212-5 du code du travail	Non
Extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis)	Non
Si le candidat est en redressement judiciaire, il fournit la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents	Non
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Le cas échéant, afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, l'acheteur peut indiquer que les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique	Non
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non

En cas de candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques, l'appréciation des capacités professionnelles techniques et financières d'un groupement est globale. En cas de groupement ayant désigné un mandataire, ce dernier doit fournir un document d'habilitation par les autres membres du groupement, qui précise les conditions de cette habilitation.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le Conseil peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Attention, cette faculté ne peut concerner que des documents génériques, et en aucune façon des documents qui ne peuvent, de par leur nature même, qu'être spécifiques à la consultation en cours.

Si l'attributaire retenu pour un lot ne peut présenter les documents mentionnés ci-dessus dans le délai fixé, son offre sera rejetée. Le soumissionnaire dont l'offre se situe immédiatement après dans le classement sera alors sollicité pour produire à son tour les pièces nécessaires. Le cas échéant, cette procédure est renouvelée jusqu'à épuisement des offres classées.

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents ci-dessus et de ceux fournis au titre de la candidature, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par l'accord-cadre.

5.1.2. Contenu de la candidature

La candidature devra impérativement contenir :

- **Pour le lot 1 – Conception, web design et approche UX/UI :**

Libellés	Signature
L'ensemble des justificatifs demandés à l'article 5.1.1 du présent RC	Non
Le Cadre de réponse en phase candidatures (CRC) entièrement complété	Non

- **Pour le lot 2 – Développement, intégration, mise en production, maintenance, hébergement, infogérance et SEO :**

Libellés	Signature
L'ensemble des justificatifs demandés à l'article 5.1.1 du présent RC	Non
Le Cadre de réponse en phase candidatures (CRC) entièrement complété	Non

5.1.3. Documents justificatifs et autres moyens de preuve

Conformément aux dispositions des articles R.2143-5 à R.2143-15 du code de la commande publique, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire de l'accord-cadre qu'à la condition de prouver qu'il ne se trouve dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-5, L.2141-7 à L.2141-11, L.2341-1 et L.2341-5 du code de la commande publique, en fournissant notamment :

- Les pièces prévues aux articles aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail ; ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- Le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE ;
- Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés.

Afin de satisfaire à ces obligations, le candidat établi dans un Etat autre que la France produit les certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre devra fournir l'ensemble des pièces énumérées ci-dessus.

Si le candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre ne peut produire les documents susmentionnés dans le délai imparti par l'acheteur, son offre est rejetée et le candidat éliminé. Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne sera sollicité pour produire les pièces nécessaires avant l'attribution de l'accord-cadre. Cette procédure sera reproduite tant que le candidat sollicité ne produira pas les pièces demandées.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article R.2143-14 du code de la commande publique, l'acheteur prévoit que les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui lui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

5.2. Langue de rédaction des candidatures

Les candidatures doivent être rédigées en français.

5.3. Unité monétaire

Le pouvoir adjudicateur conclura l'accord-cadre dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

5.4. Conditions d'envoi ou de remise des plis

Conformément aux dispositions de l'article R.2132-7 du code de la commande publique, la transmission des candidatures par voie électronique est obligatoire et s'effectue à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les frais d'accès à la plateforme sont à la charge des candidats. Chaque transmission dématérialisée donnera lieu à un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence est celui qui est indiqué en page de garde du présent Règlement de la consultation.

Il est rappelé que seule la transmission électronique complète avant la date et l'heure limites de réception des candidatures constitue une candidature électronique remise dans les délais. Une candidature électronique en cours de transmission au moment de l'heure limite de réception des candidatures constitue une candidature reçue hors délai.

Tout document ou support électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par l'acheteur sera réputé n'avoir jamais été reçu. Aussi, il est conseillé aux candidats d'utiliser un antivirus régulièrement mis à jour.

Par ailleurs, afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutables (notamment les ".exe"), ni les "macros". Les formats de fichiers acceptés par l'acheteur sont les suivants : ".doc", ".xls", ".ppt", ".zip", ".pdf" ou équivalent.

Les noms des fichiers transmis par le candidat doivent comporter à minima la dénomination commerciale abrégée du candidat et l'éventuel numéro du marché concerné.

En application des dispositions de l'article R.2132-11 du code de la commande publique, les candidats ont la possibilité de remettre une copie de sauvegarde au format papier. Conformément à l'arrêté n°ECOM2308848A du 14/04/2023 modifiant les articles 2-I et 4 de l'annexe 6 du code de la commande publique « fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde », la copie de sauvegarde peut également être remise par voie électronique via le profil acheteur.

La copie de sauvegarde doit parvenir à l'acheteur dans le délai prescrit pour la présente consultation. Celle-ci ne sera ouverte que si une transmission électronique a bien été effectuée et dans l'hypothèse où, soit un programme informatique malveillant est détecté dans le pli électronique, soit le pli est reçu de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouvert, sous réserve que la transmission de la candidature électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures.

Article 6. JUGEMENT DES CANDIDATURES

Le pouvoir adjudicateur procédera, après avis de la commission d'analyse des candidatures, à la sélection du nombre de candidats indiqué à l'article 3.2 du présent Règlement de la consultation, étant précisé que si, conformément aux dispositions de l'article R.2142-18 du code de la commande publique, le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection des candidats était inférieur, le pouvoir adjudicateur pourrait continuer la procédure avec les seuls candidats sélectionnés.

L'acheteur élimine les candidatures qui, en application de l'article R.2144-7 du code de la commande publique, ne peuvent être admises. Il est rappelé que, dans le cas où le candidat se présenterait sous la forme d'un groupement, l'irrecevabilité de la candidature de l'une des entreprises membres du groupement entraîne, de fait, celle du groupement entier.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander aux candidats de produire ou compléter, dans un délai de 48 heures, les pièces dont la production est réclamée à l'article 5 du présent Règlement de la consultation.

La recevabilité des candidatures est appréciée au regard des conditions suivantes :

- être autorisé à soumissionner à un marché public, en application de l'article L.2141-3 du code de la commande publique, et avoir fourni un dossier de candidature complet ;
- avoir les capacités professionnelles, techniques et financières d'exécuter l'accord-cadre.

La sélection des candidats admis à présenter une offre dans le cadre de la procédure avec négociation sera effectuée, pour chacun des lots, selon les critères suivants :

- Pour le lot 1 – Conception, web design et approche UX/UI :

Critères de jugement des candidatures	Pondération
Critère n°1 : Capacités économiques et financières à prendre en charge les prestations objet de l'accord-cadre, dont : Sous-critère n°1 : Chiffre d'affaires réalisé sur les 3 dernières années en lien avec le périmètre attendu (5 points) Sous-critère n°2 : Taux de spécialisation des prestations attendues sur le chiffre d'affaires réalisé (10 points)	15 points
Critère n°2 : Capacités professionnelles et techniques à prendre en charge les prestations objet de l'accord-cadre :	85 points

Références pertinentes sur les 3 dernières années portant sur des projets de refonte de sites institutionnels, publics ou à forte visibilité, des projets intégrant des volumes de contenus importants et/ou des publics multiples. Pour chaque référence, le candidat précise son rôle, le périmètre d'intervention, l'année, le montant et les livrables réalisés.	
Total	100 points

- **Pour le lot 2 – Développement, intégration, mise en production, maintenance, hébergement, infogérance et SEO :**

Critères de jugement des candidatures	Pondération
<p>Critère n°1 : Capacités économiques et financières à prendre en charge les prestations objet de l'accord-cadre, dont :</p> <p>Sous-critère n°1 : Chiffre d'affaires réalisé sur les 3 dernières années en lien avec le périmètre attendu (5 points)</p> <p>Sous-critère n°2 : Adéquation des ratios financiers (fonds propres, dette à long terme, total du bilan, résultat net, résultat d'exploitation, excédent brut d'exploitation, dette nette et délais moyens de paiement des fournisseurs et sous-traitants en jours) (15 points)</p>	20 points

<p>Critère n°2 : Capacités professionnelles et techniques à prendre en charge les prestations objet de l'accord-cadre, dont :</p> <p>Sous-critère n°1 : Ressources humaines et expérience nécessaire pour exécuter le marché en assurant un niveau de qualité approprié (20 points)</p> <p>Ressources en lien avec des prestations de développement, tests, TMA, MCO et infogérance</p> <p>Nombre de personnes chargées des prestations de pilotage et coordination de projets</p> <p>Nombre de développeurs</p> <p>Nombre d'architectes techniques (architecture, sécurité, performance, fonctionnalités...)</p> <p>Nombre de responsables d'exploitation (MCO, incidents, supervision)</p> <p>Sous-critère n°2 : Ressources techniques et outillage (20 points)</p> <p>Capacités techniques à fournir des solutions d'hébergement sécurisées, résilientes et adaptées aux usages attendus dans le cadre du marché :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Certifications et dispositifs de disponibilité telles que SecNumCloud ou équivalent, ISO 27001 ou équivalent, ISO 22301 ou équivalent...) - Niveau de classification mesurant la résilience et la redondance de l'infrastructure du datacenter ou, à défaut, les dispositifs organisationnels et techniques équivalents, dûment documentés. <p>Sous-critère n°3 : Adéquation des références (40 points)</p> <p>Références pertinentes sur les 3 dernières années portant sur des projets de refonte avec migration, des projets intégrant exploitation et TMA, des environnements à exigences de sécurité élevées.</p> <p>Le candidat précise si les références portent sur du build et/ou du run.</p> <p>Pour chaque référence, le candidat précise son rôle, le périmètre d'intervention, l'année, le montant et les livrables réalisés.</p> <p>L'exigence intangible suivante est posée par le Conseil constitutionnel dans le cadre du marché : les prestations d'hébergement sont réalisées dans le strict respect du règlement (UE) 2016/679 (RGPD). L'hébergeur est en mesure de démontrer, à tout moment, sa conformité aux obligations applicables aux sous-traitants au sens du RGPD notamment en matière de sécurité, de confidentialité, de localisation des données et de gestion des accès.</p>	80 points
Total	100 points

La lettre d'invitation à participer à la procédure avec négociation et à remettre une offre initiale sera adressée aux seuls candidats sélectionnés par application de ces critères.

Les candidats dont la candidature n'a pas été retenue en seront informés par notification via la plateforme de

Article 7. DEROULEMENT DES NEGOCIATIONS

7.1 Organisation des négociations

Pour chacun des lots, le pouvoir adjudicateur négocie avec les 3 (trois) soumissionnaires ayant remis les meilleures offres. Sont négociées les offres initiales et ultérieures, à l'exception des offres finales.

Conformément à l'article R.2161-17 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois le droit d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales, sans négociation.

Le déroulement des négociations fera l'objet d'un détail plus approfondi dans le Règlement de la consultation remis avec le Dossier de consultation intermédiaire, le déroulement général étant le suivant :

Avant le début des négociations, les candidats seront invités à remettre une offre initiale. L'objectif est de permettre aux membres de la commission d'analyse des offres de disposer d'une connaissance des éléments du dossier afin d'aborder efficacement les négociations.

Les phases de négociations pourront avoir lieu aussi bien sous forme d'écrits par échanges dématérialisés sur le profil d'acheteur PLACE du Conseil constitutionnel qu'à l'oral sous forme de discussions.

A l'issue de la première phase de négociations, les candidats pourront remettre une nouvelle version de leur offre (« dite » finale), qui fera l'objet d'une nouvelle analyse par le Conseil constitutionnel.

L'analyse des offres finales permettra de sélectionner l'attributaire de chacun des lots de l'accord-cadre.

7.2 Organisation des discussions

7.2.2. Objet et modalités des discussions

Les discussions ont pour objet l'identification et la définition de l'offre répondant le mieux au besoin et aux exigences du Conseil constitutionnel, en fonction des performances et impératifs fixés dans le cahier des charges technique intermédiaire.

Au cours de la période de discussions, chacun des 3 (trois) candidat ayant remis la meilleure offre participera aux discussions. Le nombre de rencontres sera définitivement arrêté par le pouvoir adjudicateur en fonction des résultats des discussions.

Au cours des phases de négociations, d'autres points particuliers du projet pourront être examinés si besoin.

Un compte rendu est envoyé au candidat après son audition. Ce compte rendu pourra faire l'objet d'observations.

7.2.3. Acteurs des discussions

Comité technique

Le comité technique aura la charge de mener à bien les discussions, d'établir les comptes rendus, de réaliser la synthèse des échanges avec le candidat à la fin de chaque phase de négociations.

Le comité sera composé des représentants des services concernés par le projet. Il sera assisté par la juriste en charge des achats et des marchés publics et l'assistant à maîtrise d'ouvrage.

Le comité technique proposera un classement des offres par application des critères de sélection indiqués dans le Règlement de consultation.

A la suite de la présentation orale des offres par les candidats, un procès-verbal complet du dialogue entre les

membres du comité technique et les candidats sera établi. Il consignera ses observations et tout point nécessitant des éclaircissements et formulera un avis motivé.

Le pouvoir adjudicateur, avec l'avis et les procès-verbaux de la commission d'analyse, choisira le titulaire de l'accord-cadre.

Le comité technique sera désigné par le pouvoir adjudicateur en vue de formuler un avis motivé sur la liste des candidats à retenir, puis sur l'attribution de l'accord-cadre, après examen des offres et audition des candidats.

Chaque société admise à participer aux discussions ne peut être représentée par plus de 3 personnes pour chacune des discussions. Le chef de projet pressenti pour être l'interlocuteur privilégié du Conseil constitutionnel devra obligatoirement être présent lors des phases de négociations. Il est néanmoins admis que, en fonction des sujets abordés, les intervenants des candidats se substituent les uns aux autres au cours d'une même discussion.

7.2.4. Forme des présentations

Les discussions et les présentations sont conduites et réalisées en français.

Le Conseil constitutionnel met à disposition des candidats des moyens de vidéo projection pour la présentation de leur proposition.

7.2.5. Confidentialité des discussions

Le déroulement des négociations respecte le secret des affaires et l'égalité de traitement entre les candidats.

Le pouvoir adjudicateur ne peut donner aux candidats des informations susceptibles de les avantager par rapport à d'autres. Il ne peut dévoiler, sans autorisation, des informations contenues dans les propositions ou offres concurrentes. À cet effet, les candidats indiqueront les éléments de leur offre qui ne peuvent pas faire l'objet d'une communication aux autres candidats.

La négociation se déroulera sur la base des propositions de chaque candidat, sans possibilité de soumettre aux candidats des propositions contenues dans des offres concurrentes.

Article 8. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 (dix) jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à :

8.1 Renseignements administratifs et techniques

Depuis le 1^{er} janvier 2010, conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, l'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire.

Toutefois, le Conseil constitutionnel attire l'attention des candidats sur le fait que l'identification permet d'être tenu informé automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées aux documents de la consultation.

Le moyen de communication choisi par le Conseil constitutionnel pour communiquer avec les candidats pendant la consultation est la plateforme de dématérialisation PLACE, dont l'accès est gratuit.

Le Conseil constitutionnel entend utiliser la plateforme pour répondre aux questions qui lui seront posées et pour informer les candidats d'éventuelles modifications ou ajouts aux documents de la consultation. Or, seuls les candidats ayant fourni une adresse valide pourront être avisés de ces événements. A ce titre, l'adresse électronique du candidat doit être valide et sera utilisée par le Conseil constitutionnel comme l'adresse électronique pour

communiquer dans le cadre de la procédure et jusqu'à la fin de celle-ci.

Aussi, il est fortement recommandé aux personnes téléchargeant les documents de la consultation de renseigner sur le site de dématérialisation le formulaire d'identification destiné à permettre de leur transmettre les renseignements complémentaires éventuels, et à s'assurer que les courriels provenant de cette plateforme ne sont pas classés dans la rubrique « spam » de sa messagerie électronique.

Le Conseil constitutionnel décline donc toute responsabilité pour le cas où un candidat non inscrit n'aurait pas eu connaissance d'une modification, quand bien même cette méconnaissance aboutirait au rejet de sa candidature. En cas de non identification, il appartiendra aux candidats de récupérer, par leurs propres moyens, les informations communiquées.

8.2 Médiation, voies et délais de recours

Règlement amiable des différends et des litiges

Le Conseil constitutionnel s'efforce de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à la présente procédure. L'instance chargée de la médiation au sens de l'article R.2197-1 du code de la commande publique est le Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de Paris.

Juridiction compétente

Dans le cas où un règlement amiable des différends ou litiges susceptibles d'intervenir ne serait pas possible, le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel se trouve le siège social du Conseil constitutionnel, à savoir :

Tribunal administratif de Paris
Adresse : 7 Rue de Jouy, 75004 Paris
Téléphone : 01 44 59 44 00 - Télécopie : 01 44 59 46 46
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Délais et voies de recours

Dès qu'il a fait son choix, le Conseil constitutionnel avise les candidats qui n'ont pas été retenus des motifs du rejet de leurs candidatures ou de leurs offres, ainsi que des voies et délais de recours.

L'instance chargée des procédures de recours contentieux est :

Tribunal administratif de Paris
Adresse : 7 Rue de Jouy, 75004 Paris
Téléphone : 01 44 59 44 00 - Télécopie : 01 44 59 46 46
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Les différents recours possibles, dans les conditions fixées par le code de justice administrative (CJA), sont :

- Le référé précontractuel : avant la signature du contrat, selon les modalités fixées aux articles L.551-1 à L.551-4, L.551-10 à L.551-12 et R.551-6 du CJA ;
- Le référé contractuel : après la signature du contrat, selon les modalités fixées aux articles L.551- 13 à L.551-23 et R.551-7 à R.551-10 du CJA ;
- Le recours en contestation de validité du contrat : selon les modalités fixées par la décision du Conseil d'Etat n° 358994 du 4 avril 2014 « Département de Tarn-et-Garonne », dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, assorti le cas échéant, d'un référé suspension (art. L.521-1 du CJA) ;
- Le recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative : selon les modalités fixées aux articles R.421-1 à R.421-7 du CJA, dans les deux mois suivant la notification de la décision susmentionnée.